

Le Sénat scanne le système de santé

Passé au peigne fin, le système de santé présente selon les spécialistes plusieurs incohérences. En dépit des milliards injectés dans le système, des insuffisances ont été relevées par les participants à la journée parlementaire dédiée à une radioscopie de l'ensemble du dispositif mis en place depuis l'indépendance.

Nawal Imès - Alger (Le Soir)
- Le constat de la présidente de la commission de la santé des affaires sociales, du travail et de la solidarité nationale au Conseil de la nation est sans appel.

Le Professeur Chachoua considère que les milliards de dinars injectés dans le système de santé ne l'ont pas mis à l'abri des incohérences. Après avoir gagné la bataille de la quantité, c'est celle de la qualité qui reste à remporter.

Le P^r Chachoua a fait savoir que les maladies transmissibles ayant été en majorité éradiquées ou maîtrisées, le plus gros défi est aujourd'hui posé par les maladies non transmissibles. Le diabète, les tumeurs malignes, les affections respiratoires et les maladies cardiovasculaires constituent le défi majeur pour le système de santé.

Le P^r Chachoua a évoqué la prévalence des cancers. En 2009, les cas recensés étaient de 39 713 avec une prédominance des cas touchant la gent féminine. 35 % des cas sont malheureusement diagnostiqués à un stade tardif, ce qui complique souvent leur prise en charge.

En ce qui concerne la greffe, les résultats sont loin des espérances des professionnels. Les 1 420 greffes de cornée effectuées l'année dernière ont été faites grâce à des greffons importés des Etats-Unis. Les transferts à l'étranger ont, quant à eux, baissé, passant de 1 282 cas en 2005 à 578 en 2008.

La couverture sanitaire, même si elle s'est généralisée, souffre encore de l'absence de ressources humaines. Le manque de paramédicaux et de spécialistes dans les Hauts-



Les incohérences montrées du doigt.

Plateaux et au niveau du sud du pays est toujours d'actualité.

En conclusion, le P^r Chachoua pointe du doigt les inégalités et les insuffisances en dépit des sommes colossales

allouées année après année au secteur. Elle préconise la révision de la loi sanitaire, la mise en place rapide de l'agence du médicament et le développement du plan cancer.

Pour sa part, le P^r Mesbah a évoqué le volet prévention, arguant qu'il était préférable de dépenser davantage d'argent dans les campagnes de prévention.

N. I.

DÉVELOPPEMENT DE L'EXPORTATION

Les contraintes sont nombreuses

Le développement de l'exportation des produits algériens et de la présence des entreprises à l'international rencontre plusieurs contraintes.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)
- Les difficultés liées au développement des exportations hors hydrocarbures ont été encore explicitées, hier, à l'occasion d'une journée d'information portant sur la quatrième édition du Salon algérien de l'exportation, Djazaïr Export 2012, organisée au siège de l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (Algex).

Certes, les exportations hors hydrocarbures renouent avec la croissance et le potentiel à l'export existe. De même, certains opérateurs nationaux arrivent à écouler leurs produits de qualité, assez compétitifs et davantage conformes aux normes internationales.

Comme les opérateurs nationaux participent davantage aux salons dédiés à l'export, qu'ils soient organisés en Algérie ou à l'étranger. Néanmoins, la tâche de faire connaître le produit algérien au visiteur étranger, lors des manifestations locales, s'avère parfois difficile, voire impossible.

L'on relève en ce sens que l'afflux des visiteurs étrangers aux divers foires locales reste assez faible, voire inexistant. Et d'autant que c'est à l'entreprise hôte de prendre en charge le visiteur étranger qu'elle invite et que le ministère des Affaires étrangères ne gère plus cette question depuis la dissolution de l'Agence de coopération internationale.

Et cela même si les visiteurs étrangers peuvent bénéficier du «bon accueil» et de tarifs de transport préférentiels notamment, selon le directeur général de l'Algex, Mohamed Benini, qui a indiqué qu'un atelier mis en place récemment au niveau du ministère du Commerce a dû traiter cette problématique.

Autre problématique traitée, celle de la participation des opérateurs nationaux aux foires à l'étranger et lors desquelles ils sont confrontés à diverses contraintes



Le Salon permettra de mieux faire connaître les produits et services algériens.

logistiques. Et cela nonobstant les facilités liées au Fonds de soutien des exportations (FSPE), un fonds au demeurant appelé à être «réformé et décentralisé», selon le Dg d'Algex, ainsi que la possibilité de mettre en place des comptoirs et des bureaux de consignation.

Au-delà des dysfonctionnements en matière de programmation des foires et des insuffisances en matière de certification et conformité aux normes notamment, des exportateurs soulèvent le problème de la réception et de la récupération tardives des échantillons à présenter et le manque d'implication des représentations commerciales au niveau des ambassades algériennes, outre le coût élevé du transport notamment des denrées périssables à destination du marché français en particulier.

A ce propos, des distributeurs algériens déplorent le fait que la compagnie aérienne nationale (Air Algérie) pratique un coût de fret de 45 DA le kg TTC, alors que des concurrents maghrébins écoulent facilement leurs produits avec des prix plus bas. Pour autant, l'on semble pourtant optimiste sur l'amélio-

ration de l'exportation et de la présence à l'international, à l'occasion notamment du 4^e Salon Djazaïr Export.

Organisé par l'Algex, en collaboration avec le ministère du Commerce, la Société algérienne des foires et exportations (Safex), la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI), l'Association nationale des exportateurs algériens (Anexal), le Club des entrepreneurs et industriels de la Mitidja (CEIMI), le Forum des chefs d'entreprises (FCE), la Caisse de garantie des exportations (Cagex), le World Trade Center Alger (WTCA) et la Bourse algérienne de sous-traitance et partenariat (BASTP), ce Salon est prévu du 18 au 21 octobre 2012 au Palais des expositions - aux Pins-Maritimes, à Alger.

Coïncidant avec la Foire de la production nationale, ce Salon vise à développer les relations entre les professionnels, institutionnels et auxiliaires du commerce extérieur, permettre des contacts d'affaires et aider à mieux faire connaître et placer les produits et services algériens.

C. B.

CHERCHEURS ET INDUSTRIELS

Le fossé se creuse davantage

Visiblement, la relation entre l'entreprise et les compétences universitaires n'est toujours pas au beau fixe. Entreprises et chercheurs ont encore du mal à nouer des relations, déplorent les spécialistes.

Les chercheurs universitaires n'arrivent toujours pas à franchir le fossé qui les sépare du monde industriel. Les enseignants chercheurs ne cachent d'ailleurs pas leur désarroi. Souvent, ils sont confrontés au problème de la mise en pratique de leurs brevets.

Les entreprises, accusent-ils, ne leur ouvrent pas les portes. M. Taïbi, DG de l'Anvredet (Agence nationale de valorisation des résultats de la recherche et du développement technologique), estime que l'université représente pourtant une ressource pour les entreprises qui souhaitent innover. Selon lui, ces deux mondes «sont obligés de travailler ensemble».

M. Taïbi, qui estime que l'Algérie est confrontée à un problème de compétitivité, appelle les 800 000 petites et moyennes entreprises existantes à améliorer leur compétitivité si elles veulent exister d'ici quelques années et créer des partenariats.

Pour aider les porteurs de projets à réaliser leurs travaux, le DG de l'Anvredet a indiqué que des pourparlers avec le ministère de l'Industrie sont en cours pour l'installation de 5 nouveaux incubateurs qui seront domiciliés dans les universités. Six autres incubateurs seront installés au Sud, a révélé l'intervenant.

Par ailleurs, l'Anvredet a réuni, depuis hier et pendant deux jours, 120 enseignants venus de différentes universités du pays dans le cadre d'une formation en partenariat avec l'entreprise française Questel sur la propriété intellectuelle. «Cette formation entre dans le cadre de l'intérêt que nous portons pour la promotion de la propriété intellectuelle et sur les techniques efficaces de recherche et d'exploitation en matière de brevet», ont indiqué les organisateurs.

Selon ces derniers, sur les 6 000 brevets d'invention déposés au niveau de l'Inapi, 80% proviennent des pays de l'Asie, de l'Amérique du Nord et de l'Europe centrale. Seuls 20% sont issus des universités algériennes.

S. A.